

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 3 (1885)
Heft: 35

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 24. März — Berne, le 24 Mars — Berna, li 24 Marzo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen. Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois). — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berna. Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre). — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.

Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce —
Iscrizioni nel Registro di Commercio

I Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

NB. Für die auf **Löschungen** bezüglichen Publikationen wird Kursivschrift verwendet. — Les publications concernant des **radiations** sont faites en caractères italiques. — *Quelle pubblicazioni che risguardano le cancellazioni sono stampate in lettere corsive.*

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau de Saignelégier (district des Franches Montagnes).

1885. 18 mars. Sous-laraisien sociale **Fabrique de boîtes du Noirmont**, avec siège au Noirmont, une société anonyme a été fondée le 25 février 1885. La société a pour but la fabrication de boîtes de montres en tous genres. La société a commencé ses opérations aujourd'hui même et sa durée est illimitée, toutefois la dissolution pourra avoir lieu conformément aux art. 664 et 665 du Code fédéral des obligations. Le capital social est fixé à la somme de cent mille francs, divisé en cent actions de mille francs. Il pourra être augmenté ensuite d'une décision de l'assemblée générale. Les actions sont au porteur et seront libérées selon les décisions du conseil d'administration. La fabrication sera conduite par un directeur-gérant qui soigne la partie commerciale et technique de l'entreprise, auquel sera adjoint le personnel nécessaire. Le directeur-gérant pourra avoir la signature sociale du consentement de l'assemblée générale des actionnaires. Toutes les publications qui doivent avoir lieu à teneur du Code fédéral des obligations se feront par voie de la Feuille officielle du Jura. Aucune décision ne peut être valablement prise sans que son objet n'ait été préalablement inscrit dans l'avis de convocation. Le conseil d'administration se compose de trois membres et de deux suppléants nommés pour deux années et rééligibles. Les fonctions du conseil d'administration sont: 1^o la nomination du directeur-gérant, ainsi que celle de tout autre employé; 2^o la surveillance de la gestion des placements, de l'établissement et la vérification des écritures et inventaires; 3^o la fixation des traitements du personnel. Le président et le secrétaire du conseil d'administration signe les pièces et résolutions; il dirige et surveille l'exécution des mesures et des opérations arrêtées par le conseil d'administration. Un règlement spécial déterminera les attributions du directeur et des autres employés. Le conseil d'administration se compose actuellement de: MM. Charles Elsaesser, avocat, au Noirmont; Alcide Gorgé, directeur, à Saignelégier; Flury-Richard, banquier, à Saignelégier. M^r Charles Elsaesser a été nommé président et a seul la signature sociale collectivement avec le directeur-gérant, M^r Albert Engel, fabricant de boîtes, originaire de Douanne, demeurant au Noirmont.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Schiaffusa

1885. 19. März. Die Firma **H. Meier, Buchdrucker** in Schaffhausen ist erloschen. Aktiven und Passiven derselben übernimmt die neue Firma **Gebr. Meier** in Schaffhausen.

19. März. Heinrich Meier von Unter-Hallau und Schaffhausen, in Schaffhausen, Conrad Meier von und in Unter-Hallau und Gottlieb Meier von Unter-Hallau, in Schaffhausen, haben unter der Firma **Gebr. Meier** in Schaffhausen eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1885 begonnen hat. Zur Vertretung der Gesellschaft sind allein befugt: Heinrich Meier und Gottlieb Meier. Natur des Geschäftes: Buchdruckerei und Verlag des Schaffhauser Intelligenzblattes. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma H. Meier, Buchdrucker.

19. März. Conrad Meier und Gottlieb Meier, beide von Unter-Hallau, ersterer wohnhaft in Unter-Hallau, letzterer wohnhaft in Schaffhausen, haben unter der Firma **Gebr. Meier** in Unter-Hallau eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1885 begonnen hat. Zur Vertretung der Gesellschaft ist allein befugt: Conrad Meier. Natur des Geschäftes: Buchdruckerei und Verlag der Klettgauerzeitung.

19. März. *Joh. Jb. Keller ist als Mitglied und Präsident der Direktion der Spar- & Leihkasse Unter-Hallau in Unter-Hallau zurückgetreten und in Folge dessen seine Befugniß zur verbindlichen Zeichnung erloschen.* An seine Stelle ist gewählt worden: Jakob Rahm, Gemeinderath. Die verbindliche Unterschrift für genannte Anstalt führen nunmehr und zwar auf Depositenscheinen kollektiv, sonst einzeln: Jakob Rahm, Gemeinderath, als Präsident der Direktion und Emil Huber, Kantonsrath, als Kassier, beide von und in Unter-Hallau.

Kanton Neuchâtel — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Cernier (district du Val-de-Ruz).

1885. 19 mars. La raison de commerce **Eugène Monnier fils**, à Cernier (fabrication d'horlogerie), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

Bureau de Neuchâtel.

19 mars. Le citoyen **Fritz Bühler** ne fait plus partie de la direction de la société anonyme de la **Fabrique de ciment & chaux hydraulique des Convers**. Il a été remplacé comme directeur-gérant par le citoyen **Frédéric Petitpierre**, négociant, domicilié à Couvet, lequel obligera la société par sa signature.

19 mars. Les actionnaires du **Crédit Foncier Neuchâtelois**, société anonyme inscrite au registre du commerce sous n^o 14, le 13 janvier 1883, ont adopté dans leur assemblée générale extraordinaire du 19 février 1885 de nouveaux statuts rédigés en acte authentique le 25 du même mois par le citoyen P. H. Guyot, notaire à Neuchâtel. La société a toujours pour objet de faire des prêts hypothécaires; d'émettre des titres portant intérêts sous la dénomination d'obligations foncières; de recevoir avec ou sans intérêts des capitaux en dépôt. Les publications prévues par les statuts sont faites par trois avis insérés dans la Feuille officielle et dans deux journaux du canton de Neuchâtel. Les organes et pouvoirs de la société sont: a. l'assemblée générale des actionnaires; b. le conseil d'administration; c. la direction; d. les censeurs-contrôleurs. Le conseil d'administration est composé de sept membres qui sont actuellement: Alphonse de Sandoz-Morel, président; Albert Nicolas, vice-président, les deux de Neuchâtel et y domiciliés; Ch^r Ul. Junier, notaire, de St-Aubin, domicilié à Neuchâtel; Albert Bovet, de et à Neuchâtel; Jules Courvoisier, de la Chaux-de-Fonds, domicilié à Colombier; Georges de Montmolin, de et à Neuchâtel, et Victor Reutter, de la Chaux-de-Fonds, domicilié à Neuchâtel, ce dernier remplace Charles Jeanjaquet, démissionnaire. La direction se compose du directeur qui la préside et de deux membres du conseil d'administration, nommés par ce dernier, ce sont: Nicolas Albert et Bovet Albert. Le directeur de la société est Ferdinand Richard, de la Sagne, domicilié à Neuchâtel. Il représente la société vis-à-vis des tiers, a la signature sociale et est suppléé en cas d'absence ou de maladie par un des membres de la direction. Le caissier est Paul Gretillat, de Colfrane, domicilié à Neuchâtel. Le contrôle est exercé par trois censeurs-contrôleurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires; ceux en exercice sont: Mentha Henri, de Cortaillod; Borel Jules, de Couvet, et Rott Edouard, de Neuchâtel, tous trois domiciliés en ce dernier lieu. Les obligations foncières émises par la société doivent être signées par un administrateur, le directeur et le caissier et porter le timbre de la société. Le siège et le domicile de la société, sa durée, le capital social et la forme des actions subsistent sans changement et tels qu'ils ont été publiés en extrait dans la Feuille officielle suisse du commerce du 23 janvier 1883, n^o 7, 2^e partie.

Kanton Genf — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1885. 16 mars. La société en commandite **C. V. Rymtowitz-Prince & Co** (commerce d'objets d'art et de fantaisie), à Genève, est dissoute à dater du 1^{er} mars 1885. L'associé gérant, Czeslow Victor Rymtowitz-Prince, actuellement domicilié à Genève et prochainement à Lugano, reste chargé du règlement de tous comptes. La suite des affaires de cette maison a été remise au sieur Maurice Bloch, négociant, à Genève (déjà inscrit au registre de cette ville).

Gewinn- und Verlust-Rechnung der Kantonal Spar- und Leihkassa Luzern

vom Jahre 1884.

Regierungsräthliche Genehmigung vorbehalten.

Soll Lastenposten	Haben Nutzposten.
I. Verwaltungskosten.	
1,910 — Entschädigungen an die Verwaltungsbehörden (exklusive Tantiemen).	
31,965 95 Besoldungen und Gratifikationen an die Angestellten und das Hilfspersonal.	
1,200 — Lokalmiethe.	
542 40 Heizung, Beleuchtung und Reinigung.	
2,430 90 Bureauauslagen (Druckkosten, Inserate, Abonnemente, Formularien etc.).	
3,057 15 Porti und Depeschen.	
1,260 — Banknotenanzfertigungskosten, Abschreibungen.	
207 85 Mobilien: Anschaffung und Unterhalt.	
44,412 64 1,838 39 Diverse.	
II. Steuern.	
1,136 60 Bundesbanknotensteuer.	
9,892 40 8,755 80 Kantonale Banknotensteuer.	
III. Passivzinsen.	
<i>a. Auf Schulden in laufender Rechnung.</i>	
1,162,972 76 An Sparkassaeinlagen.	
<i>b. Auf Schuldscheine aller Art.</i>	
An Schuldscheine auf Zeit (Obligationen):	
3,082 50 Bezahlte Coupons.	
1,507 68 Ratazinsen auf 31. Dezember 1884	
2,743 76 4,590 18 Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre.	
An Hypothekarschulden:	
5,521 97 Bezahlte Zinsen.	
868 52 Fällige und nicht erhobene Zinsen.	
2,644 56 Ratazinsen auf 31. Dezember 1884	
5,706 41 9,035 05 Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Zinsen vom Vorjahre.	
An feste Anleihen:	
45,495 — Bezahlte Coupons.	
45 — Fällige und nicht erhobene Coupons	
22,500 — Ratazinsen auf 31. Dezember 1884.	
1,216,422 93 45,000 — Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Coupons vom Vorjahre.	
IV. Verluste und Abschreibungen.	
21,458 44 20,329 — Auf Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit.	
1,129 44 " Hypothekaranlagen.	
VI. Reingewinn.	
124,202 24 Reingewinn des Rechnungsjahres 1884.	
I. Ertrag des Wechsel-Konto.	
Diskonto-Schweizer-Wechsel:	
Vereinnahmte Zinsen	639 40
Rückdiskonto vom Vorjahre à 4 und 3 1/2 %	306 —
	945 40
Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1884 à 3 und 4 %	301 78
	643 62
Wechsel auf das Ausland:	
Vereinnahmte Zinsen	7,086 08
Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1884 à 3,7 %	4,366 14
	2,719 94
Uebrige Wechselforderungen:	
Vereinnahmte Zinsen	28,741 40
Rückdiskonto vom Vorjahre à 3,3 %	25,177 55
	53,918 95
Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1884 à 3 %	6,366 59
	47,552 36
II. Aktivzinsen und Provisionen.	
<i>a. Auf Guthaben in laufender Rechnung:</i>	
Von Konto-Korrent-Debitoren	130,327 23
<i>b. Auf andern Guthaben und Anlagen:</i>	
Von Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit:	
Vereinnahmte Zinsen	880,578 09
Zinsrestanzen auf Jahresschluß	220,040 77
Ratazinsen auf 31. Dezember 1884	434,369 53
	1,534,988 39
Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	684,591 46
	850,396 93
Von Hypothekaranlagen:	
Vereinnahmte Zinsen	71,809 61
Zinsrestanzen auf Jahresschluß	54,588 14
Ratazinsen auf 31. Dezember 1884	35,939 19
	162,336 94
Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	78,544 42
	83,792 52
Von Effekten (öffentliche Werthpapiere):	
Kursgewinne und vereinnahmte Zinsen auf eigenen Effekten	234,679 35
Zinsrestanzen auf Jahresschluß	42,657 50
Ratazinsen auf 31. Dezember 1884	63,046 10
	340,382 95
Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	45,359 54
	295,023 41
	1,359,540 09
III. Ertrag der Immobilien.	
Vom Grundeigenthum, nicht zum eigenen Gebrauche bestimmt	4,353 50
V. Diverse Nutzposten.	
Agio auf Münzsorten u. s. w.	215 14
Diverse	1,364 —
	1,579 14
1,416,388 65	1,416,388 65

Beilage zu der Gewinn- und Verlust-Rechnung der Kantonal Spar- und Leihkassa Luzern vom Jahre 1884.

Vertheilung des Reingewinnes

gemäß § 31 des Gesetzes

Der Reingewinn des Rechnungsjahres 1884 beträgt	Fr. 124,202. 24
Hievon ab: Verzinsung des Dotationskapitals von Fr. 1,000,000 à 4 1/4 %	" 42,500. —
	Bleiben Fr. 81,702. 24

Der Reingewinn vom Jahre 1883 wurde durch Beschluß des Regierungsrathes folgendermaßen vertheilt:

Fr. 7,800. — dem Staat.
" 30,000. — in den Reservefonds.
" 89,853. 10 der kantonalen Irrenanstalt.
Fr. 127,653. 10

Auszug aus dem Gesetz vom 31. Mai 1876.

§ 31. Die nach Deckung der Verwaltungskosten und allfälliger Verluste oder Ergänzung des Reservefonds sich ergebenden Reinerträge sind zu Gunsten der kantonalen Irrenanstalt zu verwenden.

Auf den Gewinn, der sich allfällig aus den neuen Geschäftszweigen in Folge dieses Gesetzes ergeben sollte, findet jedoch diese Zweckbestimmung keine Anwendung. Derselbe fällt in die Staatskasse.

Jahresschluss-Bilanz der Kantonal Spar- und Leihkassa Luzern

auf 31. Dezember 1884.

Aktiven.

Regierungsrätliche Genehmigung vorbehalten.

Passiven.

Aktiven.		Passiven.	
I. Kassa.			
		590,000 —	Notendeckung in gesetzlicher Baarschaft.
		231,161 97	Uebrig gesetzliche Baarschaft.
		821,161 97	Gesetzliche Baarschaft.
		16,450 —	Eigene Noten.
		367,250 —	Noten anderer schweiz. Emissionsbanken.
1,238,448	18	33,586 21	Uebrig Kassabestände.
II. Kurzfristige Guthaben.			
		43,838 30	Schweiz. Emissionsbanken-Debitoren.
178,379	35	134,541 05	Korrespondenten-Debitoren.
III. Wechselforderungen.			
Diskonto-Schweizer-Wechsel:			
		60,450 —	Innett 30 Tagen fällig.
		30,000 —	" 61—90 Tagen fällig.
		90,450 —	
Wechsel auf das Ausland:			
		58,643 52	Innett 30 Tagen fällig.
		414,504 71	" 31—60 Tagen fällig.
		207,631 70	" 61—90 " "
777,046	33	96,266 40	In über 90 Tagen fällig.
Wechsel mit Faustpfand:			
		13,062 50	Innett 31—60 Tagen fällig.
		70,000 —	" 61—90 " "
313,062	50	230,000 —	In über 90 Tagen fällig.
2,354,144	08	1,173,585 25	Wechsel mit nur einer Unterschrift und ohne Faustpfand (Obligat. von Banken).
IV. Andere Forderungen auf Zeit.			
		3,941,270 47	Konto-Korrent-Debitoren mit ungedecktem Kredit (Anlagen bei Banken).
		18,116,712 25	Schuldscheine, ohne Wechselverbindlichkeit, gedeckt.
23,935,830	52	1,877,847 80	Hypothekar-Anlagen aller Art.
V. Aktiven mit unbestimmter Anlagezeit.			
		1,000 —	Aktien
		6,968,888 50	Obligationen } vide Beilage Nr. 2.
6,969,888	50		Effekten (öffentliche Werthpapiere).
VI. Verpfändete Aktiven.			
148,848	05		Grundeigentum, nicht zum eigenen Gebrauche bestimmt.
VIII. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).			
850,641	23		Ratazinsen und Zinsrestanzen auf Aktivposten (vide Detail in der Gewinn- und Verlust-Rechnung).
35,676,179	91		
I. Notenemission.			
		1,427,850 —	Noten in Zirkulation } vide Beilage Nr. 1
		16,450 —	Eigene Noten in Kassa }
			1,444,300 —
II. Kurzfristige Schulden.			
			Diverse 333 31
IV. Andere Schulden auf Zeit.			
		31,123,720 20	Sparkassa-Einlagen (vide Beilage Nr. 3)
		45,000 —	Obligationen, welche im Laufe des Jahres 1885 zur Rückzahlung kommen können
		14,000 —	Obligationen mit Rückzahlungsfrist von länger als einem Jahr
		126,023 89	Hypothekarschulden auf Grundeigentum, nicht zum eigenen Gebrauche bestimmt
		1,000,000 —	Festes Anleihen (vide Beilage Nr. 4)
V. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).			
		11,034 51	Rückdiskonto auf Aktivposten } vide Detail in der Gewinn- und Verlust-Rechnung.
		27,565 76	Ratazinsen auf Passivposten }
			Zu vertheilender Reingewinn für das Rechnungsjahr 1884
		124,202 24	
VI. Eigene Gelder.			
		1,000,000 —	Eingezahltes Kapital
		760,000 —	Ordentlicher Reservefonds
			1,760,000 —

Beilagen zu der Jahresschluss-Bilanz der Kantonal-Spar- und Leihkassa Luzern auf 31. Dezember 1884.

Beilage Nr. 2. Effekten-Verzeichniß.

Stück	Bezeichnung	Nominal-werth		Kurs		Schätzungs-werth		TOTAL	
		Fr.	Cl.	Fr.	Cl.	Fr.	Cl.	Fr.	Cl.
I. Obligationen.									
337	5% Oblig. der Schweiz. Westbahn	184,500		116		156,368			
358	5% " " "	143,200		109		156,088			
24	5% " " Centralbahn	21,000		100		21,000			
60	5% " " Gotthardbahn	60,000				60,000			
118	5% " " " "	118,000		102		120,360			
44	4 1/2% " " Centralbahn	43,000		100		43,000			
1443	4 1/2% " " Nordostbahn	770,000				770,000			
69	4 1/2% " " Central- und Nordostbahn	62,000				62,000			
20	4 1/2% " " Gasfabrik Luzern	10,000				10,000			
153	4 1/2% " " des Kantons Luzern	153,000				153,000			
3	4 1/2% " " der Gemeinde Neudorf	1,500				1,500			
1	4 1/2% " " St. Gallischen Kantonalbank	1,000				1,000			
200	4 1/2% " " des Kantons Luzern	1,000,000				1,000,000			
1	4 1/2% " " der Bank in Luzern	10,000				10,000			
1	4 1/2% " " Zürcher Kantonalbank	1,000				1,000			
1	4 1/2% " " Einzinserskasse Luzern	1,700				1,700			
734	4 1/2% " " Schweiz. Nordostbahn	367,000				367,000			
1	4 1/2% " " Hypothekenbank Basel	2,000				2,000			
200	4% " " Jura-Bern-Luzern-Bahn	60,000		98		58,800			
141	4% " " des Kantons Luzern	141,000		99		139,590			
50	4% " " Bern	50,000		98		49,000			
200	4% " " Basel-Stadt	200,000		99 1/2		199,000			
80	4% " " der Schweiz. Centralbahn	40,000		97		38,800			
1725	4% " " "	1,725,000				1,678,250			
37	4% " " Hypothekarkassa Solothurn	217,000		100		217,000			
14	4% " " Eidgenössischen Bank	320,000				320,000			
4	4% " " Zürcher Kantonalbank	4,000				4,000			
18	4% " " Hypothekenbank Basel	140,000				140,000			
40	4% " " Bernischen Jurabanken	40,000		98		39,200			
105	4% " " des Kantons Freiburg	105,000		100		105,000			
30	4% " " der Nordostbahn	30,000		95		28,500			
1161	4% " " Gotthardbahn	850,500		96 1/2		820,732	50		
20	3% " " Bank in Zürich	200,000		100		200,000			
								6,968,888	50
II. Aktien.									
5	Aktien der Volksbank Luzern	1,000		pari				1,000	
								6,969,888	50

Beilage Nr. 1. Noten-Status auf 31. Dezember 1884.

Noten von Fr. 1000	Emission	In Kassa	In Zirkulation
100,000	100,000	2,000	98,000
500	202,500	5,500	197,000
100	824,400	8,200	816,200
50	317,400	750	316,650
	1,444,300	16,450	1,427,850

Beilage Nr. 3. Sparkassa.

Einlegerzahl und Rückzahlungsbedingungen.

Die Zahl der Einleger beträgt **33,795** mit **Fr. 31,123,720. 20** Guthaben.

Die Rückzahlungsbedingungen sind laut § 10 des Gesetzes vom *31. Mai 1876* folgende:

„Die Einlagen können jederzeit sammt Zins vom Einleger zurückgefordert werden. Guthaben auf der Kasse bis auf 1000 Fr. sollen auf Verlangen sofort ausbezahlt werden. Beträgt das Gesamtguthaben der einen und nämlichen Person auf der Kasse mehr als 1000 Fr., so kann dieselbe, gleich ersterer, eine sofortige Auszahlung von 1000 Fr. begehren; der Rückbezug des Mehrbetrags aber ist an eine Kündigungsfrist von vier Wochen gebunden. Will ein Gesamtguthaben von mehr als 1000 Fr. in einem Male zurückgezogen werden, so bedarf es ebenfalls einer Aufkündigungsfrist (Voranzeige) von vier Wochen.“

„In außerordentlichen Zeiten allgemeiner Geldkrisis sind Guthaben bis auf 300 Fr. immerhin auf erstes Verlangen sofort auszuhändigen; für die Auszahlung weiterer Zahlungen bis auf je 300 Fr. kann die Verwaltung je monatliche Fristen bestimmen. Guthaben von 1000 Fr. bis 2000 Fr. sind mit wenigstens 30%, größere mit wenigstens 20% sofort auszinzubezahlen, je weitere 30 resp. 20% können unter Voranzeige in zweimonatlichen Fristen zurückbezogen werden.“

Beilage Nr. 4. Festes Anleihen.

Die Anstalt schuldet ein festes Anleihen von 1 Million in 1000 Obligationen à 1000 Fr., auf den Inhaber lautend. Dasselbe wurde am 23. Mai 1877 kontrahirt, ist zu 4 1/2% per annum jeweilen auf 30. Juni verzinlich, und rückzahlbar spätestens auf 30. Juni 1892. Der Anstalt steht das Recht zu, vom 30. Juni 1887 an das ganze Anleihen oder bloß einzelne Serien von je Fr. 200,000, welche durch das Loos bezeichnet werden, nach jeweiliger halbjähriger Kündigung zurückzubezahlen.

Aus den Bundesrathsverhandlungen vom 20. März 1885.

Handelsregister. Der Rekurs eines Advokaten und Geschäftsagenten gegen die Verfügung einer kantonalen Aufsichtsbehörde, wodurch derselbe mit Rücksicht darauf, daß er in der Eigenschaft als patentirter Geschäftsagent für Dritte Inkassogeschäfte besorge, aufgefordert worden ist, sich in das Handelsregister eintragen zu lassen, wird

in Erwägung:

1. Laut Art. 865 O. ist verpflichtet, sich in das Handelsregister eintragen zu lassen, wer ein Handels-, Fabrikations- oder anderes nach kaufmännischer Art geführtes Gewerbe betreibt. Unter diese letzteren sind die Geschäftsbüreaux, welche gewerbmäßig Inkassa besorgen, zu zählen;
2. Rekurrent ist im Besitze eines vom Obergerichte des betreffenden Kantons zu seinen Gunsten ausgestellten Patentes zur Ausübung des in Ziffer 1 bezeichneten Berufes und er muß demnach zu denjenigen Gewerbetreibenden gezählt werden, welche gemäß dem zitierten Artikel O. 865 in's Handelsregister einzutragen sind. Es ist dabei irrelevant, ob der Geschäftsagent momentan viel oder wenig Geschäfte besorge oder vorübergehend von seinem Patente auch gar keinen Gebrauch mache; denn, wenn auf solche temporäre Verhältnisse Bedacht genommen werden wollte, so würde das Handelsregister eine so veränderliche Gestalt annehmen, daß es seinen Nutzen einbüßen und dem Sinn und Geiste des O. nicht mehr entsprechen würde,

als unbegründet abgewiesen.

Extrait traduit du rapport du consul suisse à Venise,

M. Victor Cérésote, sur l'année 1884.

(Consulat pour les provinces de Venise, Udine, Bellune, Trévise, Vicence, Vérone, Padoue, Rovigo, Ferrare.)

Situation générale. L'année 1884 n'a pas été favorable à l'Italie, aussi doit-elle également prendre place dans mon rapport consulaire au nombre des mauvaises années. Alors que les résultats généraux des récoltes de 1883 commençaient à améliorer la situation en Vénétie, et à effacer les pertes causées à plusieurs provinces par les inondations de l'automne 1882, surgit, à fin juillet, le choléra importé de Toulon et de Marseille, fléau qui vint répandre de nouveaux sujets de crainte dans le monde des affaires. Bien que l'épidémie n'ait nulle part pris pied d'une manière sérieuse dans mon arrondissement consulaire, son commerce n'en a pas moins été paralysé durant des mois du fait des quarantaines qui arrêtaient presque complètement l'activité du port. Le mouvement des étrangers, si important pour Venise, cessa totalement, ensuite des mesures de précaution prises aux frontières, et, sur le continent, les marchés et les foires durent être suspendus précisément à l'époque de l'année la plus favorable aux transactions, c'est-à-dire après la rentrée des récoltes. Ce sont spécialement les nombreux industriels et commerçants, dont le voyageur étranger est la principale ressource, qui souffrirent de cette situation, aussi la prudence dans les relations avec eux est-elle doublement à sa place actuellement.

L'horlogerie a subi les conséquences des circonstances du moment et les affaires de cette branche d'industrie ont souffert de l'atonie générale.

Fromage. L'importation des fromages Emmenthal et Sbrinz en Vénétie, a atteint de 120,000 à 150,000 kg. Les Emmenthal figurent dans ce chiffre pour 90 % environ. Les qualités d'Emmenthal les plus recherchées sur la place sont les fromages mi-fins, sans défauts, gras, à trous réguliers, du poids de 80 à 100 kg la pièce. Cependant les fromages qui ont la tendance à se fendiller se vendent également bien moyennant une différence de prix suffisante; au reste toute marchandise à bon marché trouve en général un écoulement facile. Les qualités supérieures de fromage Emmenthal n'apparaissent que rarement sur notre marché, les prix que l'on en exige n'étant pas accordés ici.

Les concurrents principaux des fromages suisses sont ceux qui viennent du Tyrol et du Vorarlberg; toutefois ces pays n'importe que des fromages maigres, la Suisse n'a à compter avec eux que lorsque la différence des prix en leur faveur est importante. Pour les marchandises de qualité moyenne on paie actuellement (27 février 1885), ici, 165 fr. les 100 kg, escompte 2 % au comptant, franc de port en gare de Venise. Quant au Sbrinz, il doit, pour trouver un placement facile, être bien soigné, avoir deux ans au moins de fabrication, et être jaune et gras. Les prix pratiqués dans ce moment sont: 215 fr. les 100 kg pour les très vieux fromages (Stravecchio) et 200 à 205 fr. pour les fromages de deux ans. Le tout franc de port en gare de Venise, escompte 2 %. Le Sbrinz n'a pas encore eu à lutter avec une concurrence d'égal mérite.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Assemblée fédérale. Les discussions sur la question de l'alcoolisme sont terminées au conseil national qui a voté les modifications suivantes à l'article 31 de la constitution fédérale actuelle et propose l'adjonction d'un nouvel article 32 bis:

Art. 31.* La liberté de commerce et d'industrie est garantie dans toute l'étendue de la Confédération.

Sont réservés:

- a. La régle du sel et de la poudre de guerre, les péages fédéraux, les droits d'entrée sur les vins et les autres boissons spiritueuses, ainsi que les autres droits de consommation formellement reconnus par la Confédération, à teneur de l'article 32.
- b. La fabrication et la vente de boissons distillées, en conformité de l'article 32 bis.
- c. Tout ce qui concerne les auberges et le commerce au détail des boissons spiritueuses. Les cantons ont le droit de soumettre, par voie législative, aux restrictions exigées par le bien-être public l'exercice du métier d'aubergiste et le commerce au détail des boissons spiritueuses. Les lois sur la matière sont soumises à la sanction du conseil fédéral.

* Texte de l'article 31 actuel de la constitution fédérale:

Art. 31. La liberté de commerce et d'industrie est garantie dans toute l'étendue de la Confédération.

Sont réservés:

- a. La régle du sel et de la poudre de guerre, les péages fédéraux, les droits d'entrée sur les vins et les autres boissons spiritueuses, ainsi que les autres droits de consommation formellement reconnus par la Confédération, à teneur de l'article 32.
- b. Les mesures de police sanitaire contre les épidémies et les épizooties.
- c. Les dispositions touchant l'exercice des professions commerciales et industrielles, les impôts qui s'y rattachent et la police des routes.

Ces dispositions ne peuvent rien renfermer de contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie.

d. Les mesures de police sanitaire contre les épidémies et les épizooties.

e. Les dispositions touchant l'exercice des professions commerciales et industrielles, les impôts qui s'y rattachent et la police des routes. Ces dispositions ne peuvent rien renfermer de contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie.

Art. 32 bis La Confédération a le droit de décréter par voie législative des prescriptions sur la fabrication et la vente des boissons distillées. Toutefois, ces prescriptions ne doivent pas imposer les produits qui ne sont pas destinés à la consommation indigène, mais qui sont exportés ou qui ont subi une préparation les rendant impropres à servir de boissons. La distillation du vin, des fruits à noyaux ou à pépins et de leurs déchets, des racines de gentiane, des baies de genièvre et d'autres matières analogues n'est pas soumise aux prescriptions fédérales concernant la fabrication.

Si la loi fédérale prévue par cet article est mise en vigueur avant l'expiration de l'année 1890, les droits d'entrée perçus par les cantons sur les boissons spiritueuses, en conformité de l'article 32, seront abolis à partir de l'entrée en vigueur de cette loi.

Après l'abolition de ces droits d'entrée, le commerce des boissons alcooliques non distillées ne pourra plus être soumis par les cantons à aucun impôt spécial, ni à d'autres restrictions que celles qui sont nécessaires pour protéger le consommateur contre les boissons falsifiées ou nuisibles à la santé. Restent toutefois réservées, en ce qui concerne l'exploitation des auberges et la vente en détail de quantités inférieures à deux litre les compétences attribuées aux cantons par l'article 31.

Les recettes nettes provenant des droits sur la vente de boissons distillées restent acquises aux cantons dans lesquels ces droits sont perçus.

Les recettes nettes de la Confédération résultant des charges imposées aux produits de la distillation indigène et de l'élevation correspondant des droits d'entrée sur les boissons distillées étrangères, seront réparties entre tous les cantons proportionnellement à leur population de fait établie par le recensement fédéral le plus récent. Les cantons sont tenus à employer de 5 à 10 % des recettes pour combattre l'alcoolisme, et à présenter annuellement au conseil fédéral un rapport sur l'application qui en a été faite par eux.

Si la législation fédérale prévue par cet article entre en vigueur avant l'expiration de l'année 1890 et que les parts revenant à quelques cantons ou communes sur la somme à répartir en vertu de la disposition ci-dessus ne suffisent pas à compenser les droits abolis, calculés d'après la moyenne annuelle du produit net de ces droits pendant les années 1880 à 1884 inclusivement, le déficit de ces cantons ou communes sera couvert, jusqu'à la fin de l'année 1890, sur la somme revenant aux autres cantons, et ce n'est qu'après ce prélèvement que le reste sera réparti à ceux-ci au prorata de leur population.

II. Cette modification à la constitution sera soumise à la votation du peuple suisse et à celle des cantons.

III. Le conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Exposition d'Anvers. Afin de répandre dans le monde entier les adresses des maisons belges qui désirent faire le commerce d'exportation, la classe d'exportation de la section belge de l'exposition d'Anvers organise une exposition collective d'albums, de prix-courants, etc., des adhérents. Un catalogue spécial, contenant les raisons commerciales des maisons qui se rallieront à ce projet, sera tiré à un grand nombre d'exemplaires et distribué gratuitement dans le compartiment de la classe.

Niederrheinische Halbseiden-Industrie. Die «Frankfurter Zeitung» publiziert das Schreiben, womit Fürst Bismarck, als preussischer Handelsminister, das Begehren um admission temporaire von Baumwollgarnen abschlägig beschieden hat. Es wird u. A. gesagt, daß in der in Frankreich eingeführten admission temporaire des fils de cotons kein Anlaß liege, eine gleichartige Maßregel bei dem deutschen Bundesrath in Antrag zu bringen. Eine solche würde die Interessen der inländischen Spinnerei erheblich beeinträchtigen und die weitere Entwicklung dieses Industriezweiges gefährden. Für die Halbseidenweberei aber sei von der fraglichen Zollbegünstigung ein Nutzen, der groß genug wäre, um diese Nachteile aufzuwiegen, nicht zu erwarten. Die im Oktober vorigen Jahres eingetretene ungünstige Wendung ihrer Geschäftsverhältnisse könne nach dem Ergebnis der angestellten Ermittlungen nur zu einem geringen Theile auf die Wirkung der Zollbefreiung zurückgeführt werden, welche die französische Regierung zu Gunsten der Halbseiden- und Mousselin-Fabrikation von Lyon und St. Etienne angeordnet habe. Sie habe vielmehr ihren hauptsächlichsten Grund in dem Uebergang der niederrheinischen Weberei von dem Handbetriebe zu dem Kraftbetriebe der mechanischen Webstühle und in anderen technischen Neuerungen, deren Folgen jetzt wesentlich deshalb so fühlbar hervortreten, weil sie mit einem Wechsel der Mode zusammengetroffen. Der nach der Reichsstatistik über den auswärtigen Warenverkehr erst seit dem Dezember vorigen Jahres eingetretene Rückgang in der Ausfuhr deutscher Halbseidenwaren stehe in keinem erkennbaren Zusammenhang mit dem bereits am 18. September 1883 erlassenen französischen Dekrete, welches die admission temporaire zum 1. Januar vorigen Jahres einführt. Der auf höchstens 0,66 % des Werthes der Waaren sich berechnende Nutzen, welchen die beantragte Zollrückvergütung der einheimischen Halbseidenweberei gewähren würde, sei nicht groß genug, um das Exportgeschäft heben zu können. Der moralische Eindruck aber (und der sei für eine große Anzahl maßgebender Fabrikanten höher anzuschlagen, als der materielle Verlust), welchen sich die theilhaftigen Kreise von einer solchen Anordnung versprechen, würde, wenn ihm der materielle Erfolg fehlte, ein schnell vorübergehender sein und die Nachteile, welche für die Spinnerei damit verbunden wären, nicht aufwiegen. Mit diesem Schreiben, bemerkt die «Frankfurter Zeitung», habe sich der preussische Handelsminister vollständig der Argumentation der Baumwollspinner angeschlossen.

Verschiedenes. Schweiz. Das Centralstellenvermittlungsbureau des kaufmännischen Vereins in Zürich unterzieht sich, laut Mittheilungen, welche dasselbe an die Presse richtet, der verdankenswerthen Aufgabe, tüchtigen, gutgeschulten jungen Leuten Lehrlingsstellen in geeigneten Handelshäusern gratis zu verschaffen. Das Bureau mahnt zugleich mit Recht, nur solche Knaben in kaufmännische Lehre zu geben, welche ausgesprochene Neigung und Befähigung für das Handelsfach besitzen.

Télégraphes. Le câble Para-Maranham est rétabli.

Situation de la Banque nationale de Belgique.

	12 mars	19 mars	12 mars	19 mars
	fr.	fr.	fr.	fr.
Encaisse métallique	100,253,064	99,710,625	Circulation	341,058,580
Portefeuille	277,494,646	275,671,299	Comptes courants	62,379,483
				340,094,020
				60,380,433

Situation de la Banque d'Angleterre.

	12 mars	19 mars	12 mars	19 mars
	£	£	£	£
Encaisse métal.	25,154,392	25,862,987	Billets émis	39,686,855
Réserve de billets	16,190,345	16,940,035	Dépôts publics	11,811,950
Effets et avances	23,273,952	22,701,003	Dépôts particuliers	25,042,295
Valeurs publiques	14,651,801	14,651,801		24,783,574

Situazione della Banca nazionale nel regno d'Italia.

	28 Febbrajo	10 Marzo	28 Febbrajo	10 Marzo
	L.	L.	L.	L.
Moneta metallica	242,420,264	238,496,661	Circolazione	518,415,668
Portafoglio	271,425,021	260,816,935	Conti correnti a vista	41,291,964
Fondi pubblici e titoli diversi	140,173,432	139,102,518	Conti correnti a scadenza	65,599,036
				66,005,742